

« *Les relations de la Méditerranée sont marquées par des divergences, mais aussi, et plus important, par des convergences* »

## A la tête d'un nouveau 'think tank' méditerranéen, Jean-Louis Guigou veut contribuer à la recherche de solutions pragmatiques aux problèmes euroméditerranéens.

ENTRETIEN avec Jean-Louis Guigou par Youssef Zerarka

**D**epuis plus d'une décennie, le nom de Jean-Louis Guigou est intimement lié à la réflexion et au débat sur la Méditerranée. Ses fonctions successives l'ont prédisposé à inscrire les sujets euromed au menu de sa quotidienneté. Conseiller du premier ministre socialiste, Michel Rocard, lors de son passage à Matignon, ex-patron de la DATAR, la délégation française à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, il fait partie d'une élite très bien placée pour parler des questions euromed. Voici bientôt un an, il contribuait avec un groupe d'experts et de chefs d'entreprises des deux rives à la mise sur pied du Centre d'analyse et de liaison des acteurs de la Méditerranée (CALAME). Devenu, entre temps, l'Institut de prospective économique du monde méditerranéen (IPEMED), c'est une sorte de *think tank* soucieux de contribuer à la transformation de la décision des forums euromeds en action. Au moyen de l'expertise de ses membres, AFKAR/IDEES l'a rencontré.

**AFKAR/IDEES :** *Votre think tank souffle, au mois d'avril, sa première bougie. Une année d'existence déjà. Une naissance motivée par quelle fin ?*

**JEAN-LOUIS GUIGOU :** A l'heure des désordres du monde, la première victime – après la stabilité et la sécurité – est le dialogue. L'écoute de l'autre, la concertation et l'échan-

ge entre des acteurs de latitudes géographiques diverses en font les frais. A chaque poussée de fièvre dans le monde, le réflexe est plus à l'enfermement qu'au contact. Avec le risque que cela signifie en terme de divorce irrémédiable, périlleux. A l'IPEMED, nous refusons de nous incliner face à une telle tendance. A notre naissance, nous avons fait du dialogue et du rapprochement entre les deux rives notre premier pari. Une préoccupation de tous les instants. Plus que jamais, nous y sommes attachés et nous y travaillons...

**A/I :** *...dans une région qui passe pour être des plus difficiles.*

**J.L.G. :** Ce n'est pas une raison pour rester inactif. D'un point de vue géopolitique, la Méditerranée ne fait pas exception à la donne internationale. C'est une zone à tensions multiples, avec ses problèmes sécuritaires, politiques, socio-économiques et culturels. Ses relations sont marquées par les divergences mais aussi par des convergences. Opposés à tout fatalisme, les membres de l'IPEMED cherchent précisément à s'emparer des convergences, au demeurant potentielles, pour les cultiver. Les nourrir, les mettre en valeur au service du rapprochement euroméditerranéen. Des chefs d'entreprises et des experts de tous bords du Sud comme du Nord ont choisi ce pari. A l'intérieur de l'IPEMED, ils sont décidés

à œuvrer pour un avenir commun des deux rives de la Méditerranée. L'IPEMED se veut comme une « maison commune », un cadre idoine où décideurs se rencontrent pour préparer ensemble, par la convergence de leurs intérêts, le rapprochement des deux rives de la Méditerranée.

### Objectifs de l'IPEMED

**A/I :** *Dans le passé, nombre d'observateurs ont émis des réserves sur l'aptitude des acteurs de la Méditerranée à travailler ensemble. Ils en veulent pour argument ce qui s'est fait depuis la rencontre constitutive de Barcelone. A chaque camp sa façon de voir, sa perception singulière des questions méditerranéennes. Les vues du chef d'entreprise ne sont pas celles de l'expert, lequel ne partage pas forcément les perceptions du politique. Sans compter, bien entendu, les différences de perception entre l'acteur du Nord et celui du Sud. C'est toute la problématique du chantier euroméditerranéen.*

**J.L.G. :** Ce que disent ces observateurs n'a pas échappé aux membres de l'IPEMED. Dans nos textes fondateurs, nous avons fait le choix de travailler ensemble. Et en bonne intelligence. Dès le départ, tous les acteurs constitutifs de notre institution étaient animés par une conviction : la nécessité de rapprocher les acteurs de la Méditerranée pour une raison de compréhension, de lisibilité et d'efficacité.

## Sur le plan économique, les deux rives nord et sud, n'ont d'autre choix que de coopérer mutuellement

Cela ne peut se faire sans le décloisonnement entre le monde de l'entreprise, celui des experts et le monde politique. C'est pourquoi, nous avons inscrit la fonction de rencontre et de mise en réseau au premier rang de nos vocations. Chefs d'entreprise et experts sont appelés à se rencontrer périodiquement pour mieux se connaître et mener à bien les objectifs revendiqués par l'IPEMed.

**A/I :** *Des objectifs au rang desquels une action auprès des pouvoirs publics et des politiques. L'IPEMed, un groupe de pression plus qu'un think tank ?*

**J.L.G. :** Loin de nous l'idée de nous ériger en tant que groupe de pression selon l'acception classique du terme. Nous sommes un *think tank* qui s'est assigné deux vocations. Une fonction de proposition et d'influence. Au moyen de réflexions concrètes et d'expertise, nous cherchons à aider à l'orientation de la décision publique et politique. Et ceci au profit du rapprochement des deux rives de la Méditerranée. Seconde vocation, nous avons fait le choix d'une fonction de prospective sur une variété de questions...

**A/I :** *Par exemple...*

**J.L.G. :** Des thèmes qui nous apparaissent stratégiques et qui sont au cœur des multiples défis de Barcelone. Il s'agit des thèmes fondamentaux du développement : formation, éducation, investissements, épargne des populations

immigrées du pays du Sud, urbanisme, eau, agriculture, sécurité des biens et des personnes, aménagement du territoire. Autant dire les questions de fond du chantier euroméditerranéen desquels dépend, pour l'essentiel, le développement et la prospérité dont parle la charte fondatrice de Barcelone.

**A/I :** *Ce faisant, ne courez-vous pas le risque d'être accusés d'agir sur un terrain qui n'est pas le vôtre : le terrain des pouvoirs publics ?*

**J.L.G. :** L'IPEMed n'est pas tenté par quelque vocation exécutive. Ses membres savent de quoi ils retournent pour se tromper de rôle. Nous sommes un rassemblement de chefs d'entreprises, d'experts à l'œuvre dans des secteurs divers désireux d'apporter des solutions pragmatiques et faisables aux décisions prises dans le cadre du processus de Barcelone.

**A/I :** *Faut-il comprendre par là que les pouvoirs publics ne sont pas à même de concevoir les procédés appropriés aux décisions ?*

**J.L.G. :** Je ne dis pas cela. J'observe seulement que, si les diplomates cultivent pertinemment des idées, les experts sont mieux fondés à réfléchir sur la parade la plus efficace de les traduire à l'épreuve du terrain. Que ce soit pour la mise en place d'un plan de dépollution de la Méditerranée, du recyclage des eaux usées, de la création de pôles de compétitivité, de la création d'une banque mieux adaptée aux besoins

de l'Euromed et d'autres aspects, nous nous sentons en mesure d'y contribuer. Nous en avons l'envie et, surtout, la ressource humaine pour le faire.

### Relations économiques

**A/I :** *Dans votre plan d'action, l'économique se taille la part du lion.*

**J.L.G. :** Les contraintes de la région, les périls qui s'y posent avec acuité se nourrissent des problèmes économiques. Je ne reviens pas, ici, sur l'état des lieux économiques dans les pays du Sud tant ils sont connus dans leurs moindres aspects. La crise se manifeste aussi du côté de la rive nord avec un chômage insoluble aux indicateurs préoccupants. De fait, une telle situation définit d'elle-même notre plan d'action. Il nous a amené à réfléchir attentivement, et de plus près, aux questions économiques. Sans négliger d'autres points qui sont au cœur du chantier euroméditerranéen. Pour résumer, l'IPEMed nourrit une ambition forte pour la Méditerranée. Avec le concours de ses experts et des entreprises engagées à ses côtés, il veut contribuer à la mise en place d'un ensemble géo-économique en Méditerranée. Plus que jamais – la situation socioéconomique le montre –, l'Europe ne peut se passer de la rive sud pour booster son économie, lui donner les atouts de la croissance. Le Sud, avec sa multitude de problèmes, a besoin de l'Europe – une Europe forte – pour assurer son développement. Économiquement, les deux rives n'ont d'autre choix, de meilleur choix, que de se tendre la main. De coopérer mutuellement

## A partir du sommet de Barcelone, l'immigration est un problème global, plus multilatéral que bilatéral

dans un rapprochement gagnant-gagnant.

### Zone de libre-échange euroméditerranéenne

**A/I :** *Dans le processus euroméditerranéen, l'évocation des questions économiques ramène constamment à la zone de libre-échange et à ses effets. Une zone érigée au premier rang des jalons du chantier méditerranéen par la Déclaration de Barcelone. Or, à s'en tenir à vos textes fondateurs, le libre-échange n'est pas sans susciter, à vos yeux, quelques réserves. La libéralisation, je cite un passage, « n'est pas un gage de développement stable et n'entraîne pas ipso facto la démocratie ».*

**J.L.G. :** Le libre-échange n'a jamais été, à lui seul, un producteur de prospérité. Un garant du développement. C'est une condition nécessaire mais pas suffisante. Pour nécessaire qu'il soit, il suppose d'être accompagnée par des politiques de concertation, de correction. Sur ce point, il me semble que le processus de Barcelone a pêché, surtout au début, par un déficit de pédagogie et d'assurance. Face à une opinion du Sud inquiète des effets du libre-échange, l'Europe n'a rien fait pour rassurer.

**A/I :** *D'où les appréhensions, toujours vives du reste.*

**J.L.G. :** Enoncée sans analyse préalable, la thérapie libre-échangiste voulue par l'Europe en novembre 1995 a suscité plus de craintes que d'enthousiasme de l'autre côté de la Mé-

diterranée. Une somme de sentiments prévaut dont celui, récurrent, du riche qui s'enrichit et du pauvre qui s'affaiblit. En Egypte, dit-on, une proportion d'entreprises risquent de déposer le bilan sous l'effet de la concurrence des entreprises de la rive nord. C'est injuste. D'où la nécessité de mesures d'accompagnement de la transition, une vision équilibrée et partagée de la politique du libre-échange. De la même façon que l'Europe cherche à placer ses produits industriels de l'autre côté, le Sud, réciproquement, est en droit de revendiquer l'entrée – dans les meilleures conditions – de ses produits agricoles dans les marchés du Nord.

**A/I :** *Dans les débats sur le libre-échange, ils sont nombreux, au Sud mais aussi au Nord, à mettre en garde contre le développement du seul tertiaire...*

**J.L.G. :** Le défi gagnant pour le Sud c'est la mise en place d'un système manufacturier, la création d'entreprises. Il y va de la création d'emplois et de l'absorption du chômage. Rien n'est plus déplacé à ce stade du développement que d'être tenté par le tertiaire, les secteurs de services. J'apprécie beaucoup ce qui se fait en Italie...

**A/I :** *Quoi au juste ?*

**J.L.G. :** Le ministère de l'Industrie développe une démarche audacieuse qui me semble très intéressante. Une structure de ce département ministériel est chargée de repérer des entreprises italiennes exposées à un dilemme : le dépôt

de bilan ou, en guise de survie, la délocalisation en Asie. Entre la mort certaine et la délocalisation lointaine, le ministère leur suggère, moyennant une aide, une délocalisation non loin des terres transalpines. Le gouvernement aide les entreprises en difficultés à se redéployer en Tunisie voisine avec des retombées indéniables sur l'emploi et la création de richesse. L'idée me semble très pertinente. Elle peut servir d'exemple pour d'autres pays. Il faut agir et arrêter de discourir.

### Barcelone + 10

**A/I :** *A deux jets de pierre de votre premier anniversaire s'est tenu le sommet de commémoration du dixième anniversaire du processus de Barcelone. Une rencontre qui, selon la presse du Sud, n'a de sommet que le nom. Et pour cause, les souverains, chefs d'Etat et de gouvernement des pays de la rive sud étaient aux abonnés absents. Barcelone + 10, annoncé en grandes pompes, résonne-t-il comme un échec ?*

**J.L.G. :** Je ne suis pas adepte d'une telle lecture. Bien au contraire, je crédite Barcelone + 10 d'un succès. Ce n'est pas un succès éclatant, mais ça reste quand même un succès...

**A/I :** *... même si la photo de famille tant attendue par les reporters photographes – la famille méditerranéenne au grand complet – a fait défaut...*

**J.L.G. :** Il faut se garder de se cristalliser sur la seule participation amputée (au Sud, seul le président de

## Le présent exige de repenser la vision de l'UE dans la zone géopolitique à laquelle elle appartient, la Méditerranée

l'Autorité nationale palestinienne participa). Les souverains, chefs d'Etat et de gouvernement de la rive sud absents, le sommet s'est clôturé par des résultats. On a tendance à le perdre de vue. Les assises des 27 et 28 novembre 2005 ont été ponctuées par une toute une série de documents paraphés aussi bien par les pays de l'Union européenne (UE) que par les pays de la rive sud et la Turquie. A défaut de déclaration aux accents fracassants, il y a eu des conclusions très importantes pour l'avancement de l'idée Euromed. Les conclusions portent aussi bien sur le premier panier, le volet politique, que sur le panier économique.

**A/I :** *En quoi ces conclusions résonnent-elles comme une nouveauté, qu'est ce qui vous fait dire que c'est une pierre supplémentaire apportée au chantier méditerranéen ?*

**J.L.G. :** Contrairement à certaines réactions entendues ou écrites ici et là, bien des choses ont été dites à l'occasion de Barcelone +10. J'en vois quelques uns, importants s'il en est. S'agissant du premier panier, le terrorisme n'est pas associé à un pays ou à une religion. Il fallait le dire, le sommet de Barcelone s'en est chargé sans ambages. Sur l'immigration, préoccupation ramenée au devant de la scène par les événements de Ceuta et Melilla, les choix n'ont jamais été aussi judicieux. A la différence des prises de positions antérieures, le phénomène migratoire est désormais perçu comme un fléau appelant une parade globale. Le problème ne doit plus être traité pays

par pays : l'Italie avec la Tunisie, le Maroc avec l'Espagne. C'est moins une question bilatérale que multilatérale. L'économie et le social ne sont pas en reste : ils ont fait, eux aussi, l'objet de propositions très ambitieuses. Il a été décidé le recyclage des eaux usées, la dépollution de la Méditerranée, grand défi s'il en est des pays constitutifs de cette région...

**A/I :** *...ce n'est pas la première fois qu'un rendez-vous euromed décide d'un projet qui ne dépasse pas le stade de papier...*

**J.L.G. :** C'est parce qu'il n'y pas eu suffisamment de travail pour mener le projet à bon port. Autrement dit transformer l'idée en décision. Sans ce travail de traduction de l'idée en acte concret, le risque de désenchantement de l'idéal méditerranéen reste grand. A défaut de concret, on dira toujours « il ne s'est rien passé ». Il est temps de passer à l'action. Comment ? C'est le sens de notre ambition à l'IPEMed. Accompagner l'idée, la traduire en projet opérationnel et bien ciblé, définir les chantiers candidats au suivi : telle est la vocation de notre *think tank*.

### Appel pour une communauté de la Méditerranée

**A/I :** *Barcelone + 10, c'est précisément le moment que vous avez choisi pour lancer un « Appel pour une communauté de la Méditerranée ». Un appel signé par des personnalités des deux rives. S'agit-il d'une*

*nouvelle option, différente de celle préconisée par la charte fondatrice de Barcelone ?*

**J.L.G. :** L'appel a été rendu public à la veille du sommet de Barcelone. Il part d'une des ambitions qui tiennent à cœur l'IPEMed, à savoir notre attachement à une refondation d'une communauté géopolitique du monde méditerranéen. Etablie sur la base d'une charte, la mise sur pied de cette communauté n'est pas une aspiration à concrétisation immédiate mais une œuvre étalée dans le temps. Elle peut se réaliser à court terme par une coopération renforcée entre les membres de l'UE et les pays du Sud les plus disposés à s'y engager. Mais il faut que, pour des raisons de crédibilité et de réussite, la coopération renforcée soit fondée sur la parité. Il va sans dire que cette démarche doit s'appuyer sur un dispositif institutionnel, garant de la crédibilité et de l'efficacité du projet. Il appartient à l'UE de lancer cette dynamique. Elle en a la capacité stratégique. A l'heure des grands groupes régionaux et des grandes manœuvres géopolitiques, il y va de l'avenir de la région méditerranéenne dans son ensemble. A l'IPEMed, nous estimons, à l'unisson, que la réalité du présent exige de repenser en profondeur la vision et la politique de l'UE dans la zone géopolitique à laquelle elle appartient, la Méditerranée. ■